

Un coup de poignard dans le dos

mercredi 8 janvier 2020, par [LA SOCIALE](#)

Contribution de Denis Langlet et Gérard Reix le 28-12-2019

Voilà le sentiment général des cheminots grévistes, lors de l'assemblée générale tenue à Mantes 78 le 23/12 à propos de l'annonce par le secrétaire général de la CGT de l'organisation d'une journée d'action le 9 janvier.

Tous les syndicalistes savent parfaitement les difficultés de l'organisation d'une grève et de tous les efforts à fournir pour qu'elle tienne et que, pour gagner, elle dure le temps nécessaire.

Depuis le début du conflit c'est nous, par nos assemblées générales qui définissons nos formes d'action. Ce n'est pas aux états-majors syndicaux de décider en notre lieu et place des actions dans chaque branche.

La direction de la confédération CGT n'est pas la seule concernée. Il en va ainsi de l'autre confédération ouvrière, la CGT FO dont le secrétaire général appelle dans son dernier éditorial à « amplifier et élargir cette mobilisation au niveau interprofessionnel ». La mobilisation aurait donc été insuffisante le 5 décembre ?

Comme l'écrit le syndicaliste Gérard Da Sylva dans sa contribution du 24/12/19, comme des centaines de milliers de militants engagés, nous considérons que les manifestations dans tout le pays le 5 décembre ont été d'une ampleur considérable. Dès lors pourquoi tente-t-on d'instiller petit à petit l'idée qu'il n'y aurait dans ce pays qu'un secteur dans l'action, celui des transports ?

La journée du 5 décembre comme celle du futur 9 janvier seraient des actions des autres secteurs en soutien à ceux du transport en lutte ?

Quelle est la réalité ? Il y a les pompiers, il y a les raffineries, il y a les enseignants, il y a les hospitaliers, il y a les postiers... il y a donc un mouvement d'ensemble touchant tous les secteurs.

Une nouvelle fois les directions des confédérations ont une responsabilité décisive.

N'est-ce pas le rôle des confédérations de dire clairement l'origine de cette réforme ?

Répetons-le encore une fois, dans notre pays nous avons deux salaires : le salaire direct et le salaire différé qui est le total des cotisations versées par les employeurs dont celle des retraites. Depuis le tournant de la rigueur, c'est à dire le début des années 1980, en France, comme dans tous les pays du monde, les employeurs comme les actionnaires exigent la baisse des salaires. Ils ont déjà largement obtenu celle du salaire direct appelé salaire net.

Avec cette réforme, si elle venait à être adoptée, la fin de notre salaire différé serait à l'ordre du jour, c'est à dire la fin de toute la protection sociale dite « modèle social français ».

Dès lors, n'est-il pas de la responsabilité des dirigeants des confédérations :

d'engager dès maintenant une grande campagne nationale pour l'augmentation générale des salaires nets rétablissant le pouvoir d'achat des familles entamé par l'austérité et aggravé par la précarité et le chantage à l'emploi ?

dans le même temps mettre en chantier un grand plan d'embauches en CDI et sous statut dans tout le pays.

et d'engager une grande campagne nationale pour la reconstitution du salaire différé par l'arrêt des exonérations sociales dont les premiers bénéficiaires sont les sociétés supra nationales.

150 Milliards d'€ annuels, tel est le total estimé des exonérations sociales et fiscales pour les employeurs. Et le gouvernement annonce un plan pour l'hôpital de 1,5 milliard !

De qui se moque-t-on ?

Cette même année 2019 va se terminer avec le record absolu du montant des dividendes versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 soit, à nouveau ,150 milliards.

Pourquoi donc ne pas dire comme les faits le démontrent que le gouvernement actuel n'est que le serviteur zélé des exigences du MEDEF et des actionnaires ?

Ce constat est incontestable. Personne dans le pays aujourd'hui n'ose contredire que la finance privée domine, que tous les choix politiques, économiques ou sociaux sont dictés par les grands groupes financiers.

Les confédérations syndicales ne doivent-elles pas dire ce que chacun constate dans son propre secteur : ce qui est imposé à tout le pays comme priorité est contradictoire à la satisfaction des besoins fondamentaux de la population pour avoir une vie correcte : se nourrir, se loger, se vêtir, s'instruire et se soigner....

Pour obtenir le succès total sur la retraite (retrait du projet gouvernemental) il est nécessaire que soit engagée en même temps une campagne pour l'augmentation général des salaires et des embauches se combinant avec une rencontre nationale des délégués mandatés de tous les établissements publics et privés petits ou grands du pays.

Une telle conférence établirait en toute souveraineté une première liste des mesures d'urgence qui s'imposent et qui deviendraient priorité nationale.

La gigantesque puissance de la finance est entre les mains d'une poignée et ne s'est développée que par la succession répétée des lois de déréglementation, de flexibilité et de destruction des acquis sociaux.

Ces fantastiques sommes accumulées par les ultra riches le sont uniquement par des opérations spéculatives pour 98% du total de ces capitaux.

Ces caractéristiques sont des faiblesses essentielles de l'ultra minorité de ce système.

Il revient à tous les militants que nos confédérations, conformément aux objectifs fixés par leurs fondateurs, prennent enfin les responsabilités que tous attendent et jouent le rôle pour lequel nous sommes syndiqués.

Arrêtons avec l'apolitisme hypocrite appelé pudiquement indépendance syndicale dont le seul résultat est de laisser une poignée d'hommes détruire les conditions de vie de millions d'autres.

La revendication d'un emploi pour tous sous statut ou en CDI est une revendication centrale. La nouvelle organisation de la production appelée mondialisation, résultat de la domination de la finance, a comme premier résultat la destruction du travail et sa précarisation.

Dès lors ne revient-il pas aux confédérations syndicales d'agir pour que leur soit substituée une organisation des activités permettant la satisfaction des besoins ?

Le syndicalisme confédéré a été fondé pour la transformation de la société afin que soient garantis les

droits des producteurs et la satisfaction des besoins de tous.

Pour nous il en découle deux propositions :

La première est que, conjointement à la solidarité active et militante avec les salariés en grève, que dans chaque localité des départements se généralise la tenue des assemblées locales et départementales qui établiront par la démocratie la plateforme des mesures d'urgence.

En total accord avec Gérard Da Sylva « Les Confédérations sont là pour « confédérer » : tel est le rôle, telle est la responsabilité de leurs dirigeants. Si l'on revient aux fondamentaux, la base demeure : grève générale interprofessionnelle. Ce qui manque, ce qui n'est pas organisée, au niveau confédéral, c'est, à tout le moins, l'interprofessionnel... Il appartient aux Confédérations, c'est leur devoir impératif, de susciter méthodiquement la convergence de toutes ces luttes, de toutes ces grèves. De surcroit, il faut faire entrer les syndicats étudiants et lycéens dans le mouvement de la grève. Car les jeunes sont les premiers méprisés et sacrifiés au capital dans la contreréforme. »[1]

Sur ces objectifs nous rappelons que les signataires de l'appel de Beaugency « pour le retour du syndicalisme sur ses bases fondatrices : Lutte de classe - Charte d'Amiens » sont engagés dans la préparation d'une conférence sur ces objectifs dans la région parisienne.